

Climat : de nouvelles pistes

LE COMMENTAIRE DE FRÉDÉRIC CHERBONNIER ET FRANÇOIS SALANIÉ

Sans surprise, le sommet de Durban n'a pas abouti à un grand accord international. Pourtant, à mesure que le temps passe, les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère. Le secteur énergétique mondial se fonde toujours sur l'emploi de ressources fossiles, la population est en très forte croissance, le terrien moyen s'enrichit rapidement et donc demande de plus en plus d'énergie. A quoi s'attendre pour les décennies à venir ? Risquons ici quelques pronostics.

Tout d'abord, inutile de parier sur l'épuisement des ressources fossiles. Le pétrole à bas coût se fait rare, mais les ressources prouvées en gaz et surtout en charbon sont très élevées. En outre, des gisements non conventionnels (comme ceux de gaz de schiste, ou les gisements canadiens de pétrole) sont en rapide développement. Bref, nous resterons riches en ressources fossiles, et les émissions de gaz à effet de serre augmenteront rapidement en l'absence de politiques spécifiques.

Difficile également de compter sur un accord international. Les différents groupes de pays s'opposent sur les poids à accorder à la croissance et à l'environnement, et chaque groupe compte des producteurs comme des consommateurs de ressources fossiles.

Il reste les politiques nationales, sur lesquelles la recherche économique est active. Beaucoup de travaux insistent sur la nécessité d'un appui accru à la recherche verte. Philippe Aghion et David Hemous (voir leur « policy brief » sur le site de l'Institut Bruegel), l'innovation verte avant un effet de dépendance historique : si l'innovation dans une technologie traditionnelle peut être amortie sur un parc important d'usines, l'innovation verte a toute une filière à créer. Un appui à la recherche est donc nécessaire au moins dans une première phase, en complément à une taxation des émissions.

Menée dans un seul pays, une telle taxation est coûteuse, notamment parce qu'elle amène les investisseurs à s'installer dans d'autres pays au régime moins contraignant. L'idée de protéger ces industries vertes naissantes par une taxe aux frontières a été mise en avant par certains politiques. Dans un article récent, David Hemous montre que ce

méthane et de suies qui apparaissent les plus rentables socialement, une fois pris en compte leurs effets sur la santé des résidents et sur la production agricole. Or le méthane est un gaz à effet de serre très puissant ; les auteurs estiment que ces politiques pourraient de plus réduire la température du globe d'un demi-degré à l'horizon 2050.

Renonçons au grand édifice mondial, et commençons par ce qui est faisable et rentable dans chaque pays.

« protectionnisme vert » pourrait mener à une réallocation plus satisfaisante des productions. Cependant une telle politique, qui soulève le risque de représailles tarifaires, devrait être menée par suffisamment de pays développés tant que le passage à des technologies vertes ne serait pas réalisé, donc sur des décennies.

Finalement, le plus probable est que chaque pays fera peu dans les prochaines décennies pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre au nom du changement climatique. Il reste cependant des raisons d'être optimistes ! Beaucoup de pollutions sont en effet inefficaces d'un strict point de vue national : elles nuisent à d'autres producteurs, et menacent la santé des citoyens qui y sont exposés (le smog pékinois tue très efficacement). Une étude menée par le climatologue Drew Shindell et parue récemment dans « Science » détaille quatorze mesures de lutte contre les émissions de

Peut-être est-ce une utile et constructive leçon de pragmatisme : renonçons au grand édifice mondial, et commençons par ce qui est faisable et rentable dans chaque pays. Durban a marqué quelques progrès dans la lutte collective contre la déforestation, mais un plus grand progrès encore serait que les États concernés comprennent leur intérêt propre : une forêt rapporte bien plus si on l'exploite de façon un peu ordonnée. Ainsi les effets indirects de politiques nationales sur le réchauffement du climat pourraient bien se révéler considérables. Nous bénéficierons alors d'un environnement moins dégradé, et plus « résilient » aux effets du changement climatique.

—
Frédéric Cherbonnier est professeur d'économie à Sciences po Toulouse. François Salanié est directeur de recherche à l'Inra. Tous deux sont membres de Toulouse School of Economics (TSE).